

la lettre eau

Septembre 2007 - n°40

Sommaire

Actualité

La gestion quantitative par bassin versant : un cadre d'intervention renouvelé
p.3

Dossiers

SAGE Nappe de Beauce : dix ans de concertation pour quelle mise en œuvre ?
p.4

Quatrième révision des zones vulnérables : la rupture !
p.6

Le SAGE BOUTONNE : un SAGE «exemplaire» ?
p.12

Point de vue

La DCE et le SDAGE Loire-Bretagne : les APNE s'impliquent
p.16



FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT

Revue de France Nature Environnement

Fédération française des associations de
protection de la nature et de l'environnement

www.fne.asso.fr



«**France Nature Environnement** rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques. Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine. Venez visiter les pages eau : <http://www.fne.asso.fr/PA/eau/eau.htm>

Devenez un «don'acteur» Faites un don pour que l'eau reste vive !

Les dons des particuliers sont déductibles du revenu imposable. Un reçu fiscal sera adressé à tous les donateurs.

Vous pouvez soutenir les actions du Réseau eau de France Nature Environnement en nous faisant parvenir vos dons aux coordonnées suivantes :

Pôle ressources en eau et milieux naturels aquatiques de France Nature Environnement

6 rue Dupanloup - 45000 Orléans
☎ 02 38 62 55 90 - 📠 02 38 62 55 91
e.mail : eau@fne.asso.fr
site web : www.fne.asso.fr

Directeur de la publication : Sébastien Genest
Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable
des Politiques Eau de France Nature Environnement
Comité de rédaction : Estelle Le Guern et Romain Suaudeau
Conception & réalisation : Olivier Gaudissard
Impression : Imprimerie Nouvelle - Routage : Dautry
Crédit photo couverture : Romain Suaudeau - Crédit
photo pour le bandeau p4/5 : Bernard Rousseau



La Lettre eau est éditée par un imprimeur labellisé Imprim'Vert. Cela signifie qu'il respecte 3 objectifs :

- ➔ la bonne gestion des déchets dangereux
- ➔ la sécurisation des stockages de produits dangereux
- ➔ l'exclusion des produits toxiques des ateliers.

Par ailleurs, la Lettre eau est imprimée sur du papier recyclé.



Pour une eau vivante : au Grenelle, écarter l'accessoire, cerner l'essentiel... !

La politique de l'eau est très largement inspirée par les textes européens, et notamment par la Directive-Cadre sur l'Eau⁽¹⁾, qui prône l'atteinte du bon état écologique des eaux superficielles, et du bon état chimique des eaux souterraines, en 2015. Les principales causes de dégradation ont été identifiées en 2004, dans un «état des lieux» réalisé par les agences de l'eau. Il en ressort que la modification morphologique⁽²⁾ des cours d'eau, et la généralisation des pollutions diffuses⁽³⁾, sont les principaux obstacles à l'atteinte du bon état des différentes masses d'eau⁽⁴⁾.

Prenant en compte les objectifs de la DCE, les 9^{èmes} programmes des agences de l'eau ont été élaborés. Couvrant la période 2007-2012, ils pèsent 12 milliards d'euros, qui proviennent des **redevances** collectées par les agences. Mais les **aides** qu'elles apportent ne représentent qu'une partie du budget total consacré à la protection de l'eau, qui est de plus d'une centaine de milliards d'euros sur la même période.

D'où la question : ces moyens financiers sont-ils suffisants pour réduire réellement les causes de la pollution identifiées dans l'état des lieux ? Dans le bassin Loire-Bretagne, sur le 9^{ème} programme, on constate que le budget de lutte contre la pollution, est mobilisé par l'urbain et l'industriel à hauteur de 87%, et seulement de 13% par l'agriculture et ses pollutions diffuses. Dans ces conditions financières, il est clair que les dernières stations d'épuration urbaines, qui ne respectent pas la DERU⁽⁵⁾ seront mises en conformité en quelques années, par contre les moyens financiers pour traiter les pollutions diffuses seront bien modestes.

C'est donc bien au niveau de l'agriculture que se situent les vrais enjeux de la politique de l'eau, d'où la question : les moyens financiers pour mettre en oeuvre des actions curatives⁽⁶⁾ sont-ils suffisants ? A l'évidence, non ! Ces actions curatives pourraient de plus ne pas être très efficaces. Et pour pouvoir l'être un peu, elles imposeraient la perfection aux agriculteurs.

En fait, derrière ce débat, s'en cache un autre, beaucoup plus fondamental, et qui résulte de la confrontation entre les objectifs d'une politique agricole productiviste, et ceux de la politique environnementale de protection de l'eau. Un tel sujet, aujourd'hui de première importance, ne peut pas être débattu sérieusement à l'échelle des bassins, mais au minimum au niveau national, il serait donc logique qu'il soit un thème du **Grenelle de l'environnement**.

Mais paradoxe ! Dans le Grenelle, il n'existe pas de thème «Eau» spécifique : ce sujet est dilué dans les différents groupes et en particulier dans le groupe 2 en charge de la biodiversité, où le sujet a été survolé pendant environ deux heures fin juillet. N'étant pas membre du Grenelle, j'ai néanmoins pu y participer comme suppléant, et constater que des actions tout à fait intéressantes ont été proposées. Toutefois, la composition de ce groupe étant à forte tendance naturaliste, il n'a pas été possible de pénétrer dans les arcanes et les labyrinthes de la politique de l'eau, et notamment d'approfondir l'opposition entre la PAC⁽⁷⁾ et les objectifs de la DCE. Mais comme toujours et en tout lieu, l'agriculteur présent a revendiqué toujours plus d'irrigation.

Écarter l'accessoire, cerner l'essentiel, tel devrait être l'objectif du Grenelle, mais pour cet exercice, il faudrait disposer de plus de 2 heures ! Au moins deux journées, comme celles organisées par le MEDAD⁽⁸⁾ et la Commission Européenne les 20 et 21 septembre à Paris avec pour thème : «DCE et PAC - Les synergies à mettre en oeuvre». Et au Grenelle, la synergie c'est quoi ? Un grand défourloir ?

Bernard ROUSSEAU
Ancien Président de France Nature Environnement
Responsable des politiques eau

(1) Directive-Cadre sur l'Eau ou DCE : Directive n°2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 qui établit un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau. (2) Modification morphologique des cours d'eau notamment par la construction de seuils de barrages. (3) Pollution dont la ou les origines peuvent être généralement connues mais pour lesquelles il est impossible de repérer géographiquement des rejets dans les milieux aquatiques (par exemple nitrates et pesticides d'origine agricole). (4) Portion de cours d'eau, canal, aquifère, plan d'eau ou zone côtière homogène. Il s'agit d'un découpage élémentaire des milieux aquatiques, destiné à être l'unité d'évaluation de la DCE. (5) Directive Eaux Résiduaires Urbaines : Directive 91/271/CEE du 21 mai 1991, relative au traitement des eaux urbaines résiduaires. (6) Voir l'article en page 6 : «Quatrième révision des zones vulnérables : la rupture !». (7) Politique Agricole Commune. (8) Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables.

La gestion quantitative par bassin versant

un cadre d'intervention renouvelé

Si l'utilisation inconsidérée de la ressource en eau est une préoccupation forte pour les associations, à l'inverse, le champ des inondations apparaît bien moins investi par le mouvement associatif. Dans un souci de cohérence et d'équité, le bassin versant est devenu l'entité de gestion pertinente, et progressivement des dispositifs de concertation se sont mis en place. Pour autant, le cadre actuel de la gouvernance de l'eau autorise-t-il un renouvellement des modalités d'intervention associative ? Quelles sont les perspectives pour une meilleure prise en compte de l'intérêt général ?

Une étude sur la gestion quantitative de la ressource en eau

France Nature Environnement a privilégié une approche transversale pour conduire une étude sur la gestion quantitative de la ressource en eau, notamment sur les Programmes d'Action de Prévention des Inondations (PAPI) et sur le Plan de Gestion de la Rareté de l'Eau (PGRE), déclinaison des politiques de bassin versant instaurées par le Ministère de l'Ecologie.

Cette démarche s'inscrit dans le contexte suivant :

- ➔ aggravation des phénomènes météorologiques et de leur fréquence ;
- ➔ multiplication des conflits appelant à mieux anticiper et hiérarchiser les besoins ;
- ➔ développement de l'urbanisation vulnérabilisant les sociétés, imposant une nouvelle approche pour se prémunir des inondations.

Dans la perspective du calendrier établi par la DCE(1) et à la faveur de l'évolution des modes de gouvernance(2), il convenait pour cette étude :

- ➔ d'évaluer la contribution du mouvement associatif au débat public et de dégager les conditions d'une meilleure visibilité dans le jeu d'acteurs ;
- ➔ d'apprécier dans quelle mesure les avis du public récoltés lors de la consultation de 2005 avaient participé à la structuration de la politique de l'eau(3).

Des questionnaires envoyés à plus de 200 associations affiliées

Le questionnaire envoyé avait plusieurs objectifs :

- ➔ identifier les dispositifs de concertation dans lesquels les associations s'investissent ou seraient amenées à le faire ;
- ➔ effectuer une évaluation technique des politiques de l'eau, pour en tirer un retour d'expérience.

Le retour des questionnaires s'est avéré satisfaisant : une cinquantaine d'associations y ont répondu. Le thème des inondations a fait l'objet d'un retour un peu plus important. Après une première analyse, des contacts ont été pris pour permettre aux associations de préciser ou de nuancer les positions émises dans les questionnaires.

Par ailleurs, une visite sur le terrain a été effectuée sur le bassin de la Charente(4) qui cumule de nombreuses difficultés pour la gestion quantitative en eau, dans un contexte local conflictuel, comme en témoigne l'annulation du SAGE Boutonne(5).

Des thèmes de conclusion

Si la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques traduit la nouvelle approche portée par le MEDAD(6), soit privilégier le développement d'une conscience du risque et réduire la vulnérabilité en



La Nie, affluent de la Boutonne (17), à sec en juillet 2007
Crédit photo : Charles Vildy

zone inondable, **des aménagements sont toujours envisagés**, comme la construction d'ouvrages de stockage. Dès lors, il apparaissait opportun de s'interroger sur leurs impacts et sur leurs modalités de fonctionnement(7).

Par ailleurs, le PGRE avec ses 26 mesures apparaît en retrait au regard **des enjeux**. Il convenait donc de rendre compte des expérimentations menées sur les bassins versants pilotes pour remédier aux déséquilibres chroniques qui les affectent.

Au-delà, **la démocratie participative emprunte des voies réglementaires et d'autres qui s'établissent moins formellement**. Par exemple, des Commissions Départementales des Risques Naturels Majeurs (CDRNM), instaurées en 2003, sont consultées à l'occasion de la délimitation des zones d'érosion, de rétention temporaire des eaux de crue, de ruissellement ou de mobilité des cours d'eau et sur l'établissement des servitudes qui en découlent. L'enjeu était donc de définir les termes de cette concertation qui se construisent progressivement.

Les résultats de cette étude, qui reste à finaliser, s'avèrent donc intéressants. A l'heure où la révision des SDAGE et la consultation du public de 2008 sont au cœur des débats dans le domaine de l'eau, ce document devrait donner des clés opérationnelles aux associations, pour qu'elles s'investissent encore davantage et durablement dans ces 2 volets de la gestion quantitative.

Charles VILDY

Etudiant à l'Institut Universitaire Européen de la Mer
Stagiaire au réseau eau de France Nature Environnement

(1) Directive-Cadre sur l'Eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000. (2) FNE a vu son rôle s'affirmer tout en privilégiant une démarche partenariale institutionnelle forte. (3) Notamment à travers les outils de planification comme les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et les programmes financiers d'intervention des agences de l'eau. (4) Rencontre le 31/07/2007 à Saint-Jean d'Angély (17) avec des représentants des associations Nature Environnement 17, Charente Nature, SOS-Rivières Environnement et la Coordination pour la Défense du Marais Poitevin. (5) Voir l'article en page 12 «Le SAGE Boutonne : un SAGE "exemplaire" ?». (6) MEDAD : Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables. (7) A consulter à ce sujet, le rapport de l'Inspection Générale de l'Environnement : IGE/02/004 «Inspection suite aux désordres et à la rupture des bassins de rétention de La Savoureuse», Octobre 2002, 50 p.

SAGE Nappe de Beauce

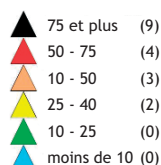
Dix ans de concertation pour quelle mise en oeuvre ?

La nappe de Beauce, gigantesque réservoir d'eau souterraine bénéficie comme d'autres systèmes hydrographiques en France d'un outil de gestion de la ressource, le SAGE ou Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, qui intègre un territoire administratif de plus de 9 700 km². La Commission Locale de l'Eau (CLE), l'instance de concertation du SAGE, fut constituée officiellement en novembre 2000. A l'approche de la phase finale d'élaboration, et après plus de sept années de discussions sur deux des enjeux majeurs que sont la gestion quantitative et qualitative de la nappe, où en est-on aujourd'hui ?

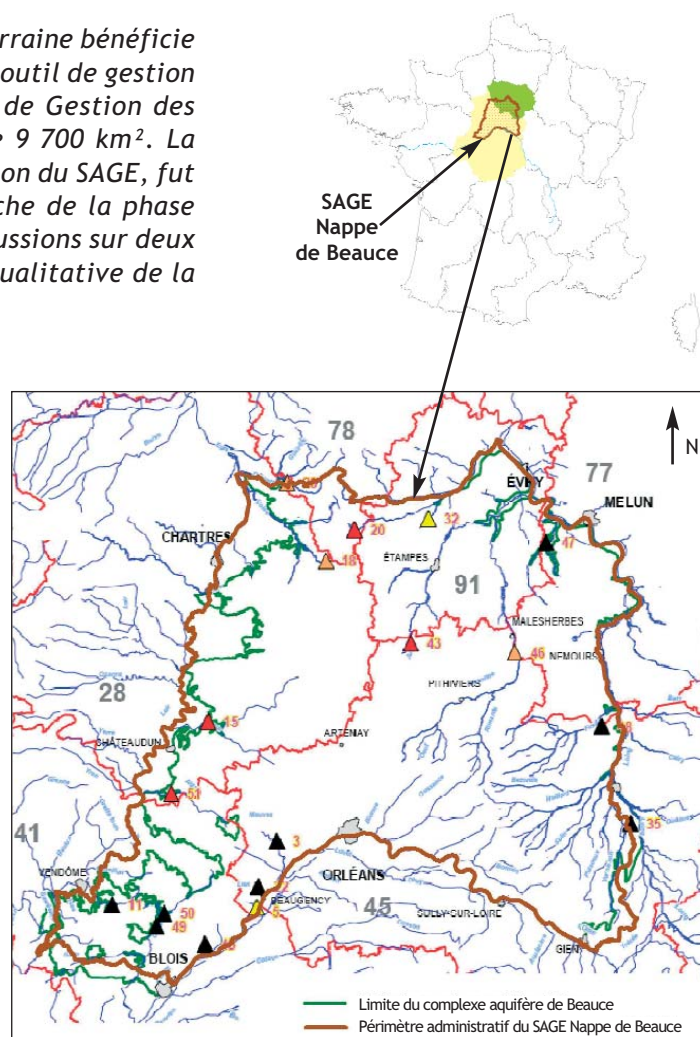
Deux handicaps au départ : la complexité et l'étendue du territoire

Pour bien comprendre l'ampleur de la complexité de la négociation et du travail de la CLE, il est important de rappeler que comparativement à d'autres SAGE, celui de la nappe de Beauce cumule des contraintes très fortes inhérentes aux caractéristiques très particulières des masses d'eau⁽¹⁾ et du territoire. Il s'agit de gérer à la fois un aquifère extrêmement puissant, d'une capacité de plus de 20 milliards de m³ d'eau (dont 10% sont utilisables) et des rivières exutoires de la nappe plus ou moins dépendantes du niveau de celle-ci. Mais la complexité est aussi administrative du fait que la zone de gestion est située sur deux districts d'agence de l'eau, Seine-Normandie et Loire-Bretagne, ainsi que sur deux régions et 6 départements, soit 747 communes.

Nitrate : teneur moyenne (mg/l)



(9) nombre de sources concernées



Teneur moyenne en nitrates aux sources exutoires de la nappe de Beauce sur la période de février 2001 à septembre 2005
Source : DIREN Centre

Ceci a induit des difficultés importantes au démarrage du travail de la CLE pour réaliser un véritable état des lieux objectif et complet sur lequel l'ensemble des acteurs impliqués puisse s'appuyer. Les bureaux d'étude sollicités se sont heurtés aux logiques des administrations peu habituées à travailler à cette échelle territoriale, et ils ont rapidement été confrontés à l'ampleur des données à collecter et à synthétiser. De ce fait, les premières phases de l'état des lieux et du diagnostic ont été peu satisfaisantes, ce qui a conduit l'ensemble des acteurs à compléter de manière continue le travail.

La prééminence des enjeux économiques, jusqu'à quand ?

Plus encore qu'ailleurs, ce formidable système hydrogéologique - un des plus grands aquifères d'Europe - est le siège d'enjeux colossaux qui s'affrontent de plus en plus fortement.

Comme partout ailleurs, devant les discours bien rodés aux allures pragmatiques teintés de real-politik portés par les tenants des enjeux économiques agricoles et industriels, les arguments en faveur d'une prise en compte des enjeux environnementaux paraissent encore trop conceptuels, inaudibles et, de toutes manières, portés par une minorité dans les débats. Ce déséquilibre dans le conflit est, de plus, accentué par le sentiment récurrent - et exprimé haut et fort - des acteurs économiques qui estiment «avoir déjà fait beaucoup» voire beaucoup trop, et qui disent subir le joug sans cesse croissant de la tendance pro-environnementale. Pourtant, si les législations nationale et européenne se multiplient et se durcissent dans le domaine de l'eau depuis plus de 30 ans, c'est bien parce que les problèmes sont

toujours là et que loin de les avoir réglés, nous les avons accrus.

Cependant une évolution se dessine, car les inquiétudes d'hier pour la nappe de Beauce sont largement confirmées aujourd'hui, dans un monde en pleine mutation et au bord de la crise à la fois climatique, énergétique et écologique. Ceci amène désormais certains acteurs, notamment au sein de l'administration, à défendre moins ardemment les aspects économiques, grâce à l'évolution de la législation européenne, en particulier la Directive-Cadre sur l'Eau⁽²⁾. On mesure ici un apport essentiel de la Directive : elle reste, par la force de sa légitimité juridique, dans les débats, le meilleur argument - ou du moins le plus efficace - à opposer aux gardiens des dogmes de l'efficacité économique.

(1) Les masses d'eau, découpage élémentaire des milieux aquatiques, sont regroupées en types homogènes servant de base à la définition de la notion de bon état écologique mis en avant par la Directive Cadre sur l'Eau. Le SAGE Nappe de Beauce inclut en fait 2 masses d'eau souterraines, 37 masses d'eau «rivière» et une masse d'eau «plan d'eau».
(2) Directive-Cadre sur l'Eau ou DCE : Directive n°2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 qui établit un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.

SAGE Nappe de Beauce

La concertation et ses limites pour la nappe de Beauce

Le SAGE Nappe de Beauce a identifié 4 enjeux lors de la phase de diagnostic :

- ➔ Gérer quantitativement la ressource ;
- ➔ Assurer durablement la qualité de la ressource ;
- ➔ Préserver les milieux naturels ;
- ➔ Prévenir et gérer les risques notamment d'inondation.

Face à l'ampleur de ces enjeux environnementaux, auxquels il faut répondre rapidement pour être en accord avec les impératifs fixés par la Directive-Cadre sur l'Eau (notamment, l'objectif du bon état des eaux d'ici 2015), la stratégie fut de multiplier les groupes de travail et les réunions diverses pour accroître l'efficacité du système de concertation et permettre aux très nombreux acteurs de s'exprimer.

Mais cette méthode comporte des inconvénients majeurs. D'une part, elle engendre une usure des membres permanents de la CLE, déjà accablés par l'ampleur des problèmes soulevés et qui ont du mal à voir la négociation avancer, du fait de l'arrivée régulière de nouveaux acteurs pas toujours aptes à une négociation efficace et pertinente.

D'autre part, elle induit une perte de transparence dans le mode de prise de décision et de validation des choix rédactionnels, ce qui à terme pourrait affaiblir la portée institutionnelle du SAGE et l'acceptation locale des actions et règles inscrites.

On peut d'ailleurs noter que la présence et l'assiduité aux réunions des élus et tout particulièrement des représentants des collectivités territoriales a été jusqu'à présent très largement insuffisante pour que ces derniers s'approprient les décisions du SAGE. A contrario, l'administration a montré sa volonté de faire aboutir le processus de concertation, parfois au forceps. De part ses faibles moyens humains et financiers, le monde associatif, quant à lui, a eu bien du mal à suivre avec autant d'efficacité que les acteurs économiques le processus dans son ensemble, d'autant qu'un tel travail n'engendre que des coûts qui ne peuvent être assumés par l'apport unique du bénévolat.

Des impératifs de qualité encore trop négligés dans la stratégie du SAGE

Concernant l'objectif quantitatif, on peut penser que le système de gestion volumétrique des prélèvements agricoles mis en place avant le SAGE en 1999, devrait permettre, après des améliorations significatives, d'éviter des grandes crises identiques à celle de l'été important de la nappe en 1993-1994. La nappe étant dans une période de recharge après plusieurs années sèches, l'année 2008 pourra peut-être nous dire si cette affirmation est exacte et si les modèles ont vu juste. De plus, dans le prochain SDAGE Loire-Bretagne(3), des objectifs de débits minimum des rivières exutoires de la nappe de Beauce seront inscrits pour limiter les prélèvements.

Par contre, pour répondre aux objectifs de la DCE(2) (notamment le bon état des eaux en 2015 et la non dégradation des masses d'eau) et pour permettre une inversion de tendance des indicateurs qualitatifs de la nappe de Beauce (notamment nitrates et pesticides), la seule solution durable serait de changer de logique agricole : passer d'une logique de gestion des intrants (fertilisants, pesticides,...) à une logique de gestion des sols. Malheureusement, le débat lancé en décembre 2006, lors d'un atelier sur la

nécessaire évolution de l'agriculture intensive de Beauce vers une agriculture «en production intégrée»(4), n'a pas reçu d'écho favorable de la part de la profession agricole. Celle-ci a préféré faire valoir le terme d'agriculture «raisonnée» qui lui est cher, mais dont on connaît déjà malheureusement les limites, ou celui d'agriculture «durable», terme tout aussi flou et fourre-tout.

Une fois le résultat de la concertation validé par le préfet, probablement en 2009, la mise en oeuvre des actions définies par la CLE pourra commencer. Face aux problèmes considérables que pose la préservation et surtout la restauration de cette fabuleuse ressource en eau, reste à savoir si la volonté et les moyens seront là pour s'attaquer vraiment à la tâche.

Tout cela ne pourra se faire sans une véritable prise de conscience du consommateur en faveur de la qualité des produits alimentaires, mais aussi du citoyen envers la protection de la ressource pour faire durablement intégrer cette logique au monde agro-industriel. On pourrait alors permettre aux générations futures d'espérer pouvoir encore bénéficier d'une eau potable, de rivières vivantes et de sols fertiles.

Vincent MAGNET
Chargé de mission Eau à Nature Centre
v.magnet@naturecentre.org



Même si les pollutions urbaines et industrielles ont régressé, des rejets accidentels se produisent encore, comme à Pithiviers (siège du SAGE), sur l'Oeuf en février 2007, suite à une négligence lors de travaux de réhabilitation de la station d'épuration
Crédit photo : Fédération Départementale de Pêche du Loiret

(3) Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux : élaborés en 1996, ils seront révisés pour 2009. (4) «Un système intégré correspond à une approche globale de l'utilisation du sol pour la production agricole, qui cherche à réduire l'utilisation d'intrants extérieurs à l'exploitation (énergie, produits chimiques), en valorisant au mieux les ressources naturelles et en mettant à profit des processus naturels de régulation» (source : ITCF). Ce système de production, notamment, réduit ses objectifs de rendement permettant ainsi une réduction de la fertilisation chimique. Il fait appel à des traitements par les pesticides seulement après avoir épuisé tous les autres moyens (ex : rotations allongées, assolements diversifiés, lutte biologique, semis directs sous couvert, faux semis, etc...).

Quatrième révision des zones vulnérables la rupture !

Placée sur le devant de l'actualité par la commission européenne, la pollution de l'eau par les nitrates en Bretagne, a retenu l'attention des médias une fois de plus. Il est vrai que les perspectives de condamnation de la France par la Cour Européenne de Justice (CEJ) à une amende de 28 millions d'euros et à une astreinte de 128 000 euros/jour pour non respect de la Directive sur les eaux potabilisables⁽¹⁾ en Bretagne, ne laisse pas indifférent, et sanctionne une politique de fuite en avant... Fuite devant les éleveurs intensifs, fuite devant les producteurs d'engrais, fuite devant les coopératives qui distribuent, fuite devant les utilisateurs et, pour finir, fuite des nitrates qui arrivent dans les mers sous forme de marées vertes !

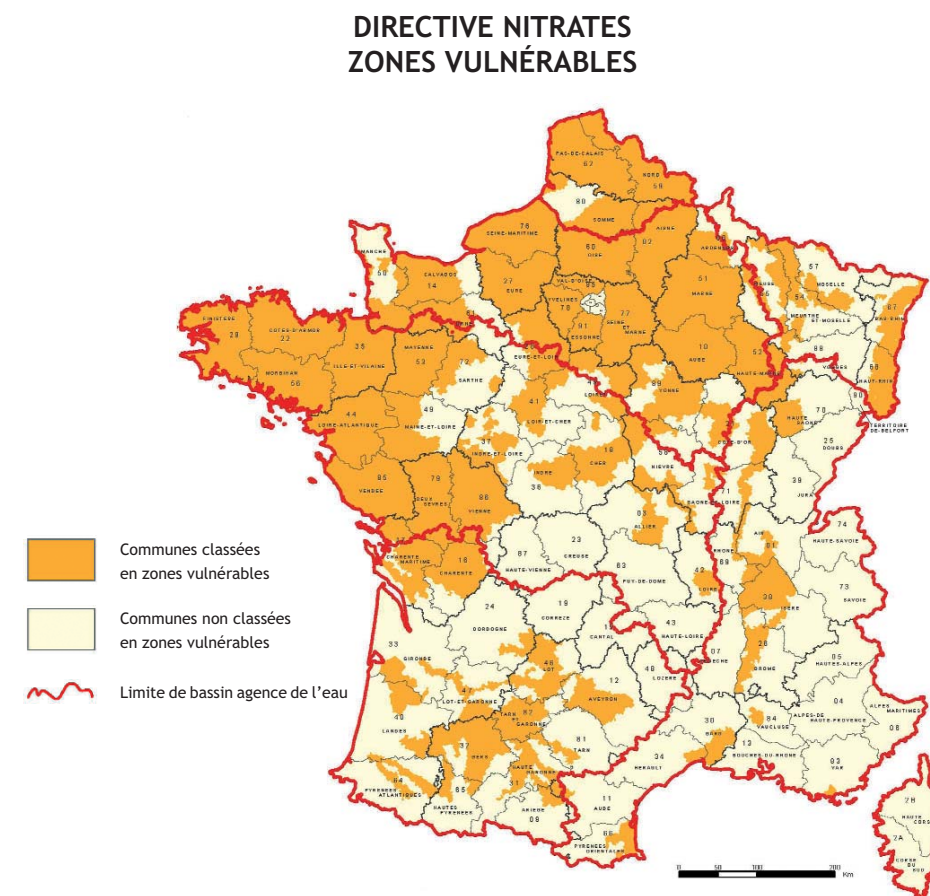
L'annonce de cette lourde sanction financière prochaine intervient au moment où s'ouvre le Grenelle de l'environnement, voulu par le Président de la République et organisé par le MEDAD⁽²⁾, dans un contexte brouillon qui rappelle l'exotique foisonnement de la biodiversité, tellement foisonnant qu'il n'y a pas de thème spécifique «Eau», alors qu'il y a un thème énergie, un thème santé, un thème agriculture... L'eau ne serait donc pas un sujet majeur, c'est pourquoi il est traité, on pourrait dire noyé, dans le groupe biodiversité... en fait, et comme toujours, bien maltraité !

Et maltraité n'est pas un vain mot si l'on considère la politique de lutte contre la contamination des eaux par les nitrates qui nous vaut cette prochaine condamnation par la CEJ, et qui survient alors que la France est dans sa quatrième procédure de révision «des zones vulnérables» au titre de la directive «nitrates» N° 91/676/CEE du 12 décembre 1991⁽³⁾.

Les Zones Vulnérables : définition

Les zones vulnérables sont des portions de territoire dans lesquelles les eaux souterraines ou superficielles sont contaminées par les nitrates d'origine agricole. Seront classés en zones vulnérables les secteurs qui alimentent en eau les nappes souterraines ou les rivières, dont les teneurs en nitrates sont supérieures à 50 mg/l, ou comprises entre 40 et 50 mg/l avec une tendance à l'augmentation supérieure à 5mg/l/5 ans.

Avec ces critères, la délimitation des zones vulnérables se fait en utilisant les résultats des analyses d'eau réalisées par les services



Source : Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable
Direction de l'Eau - Mission SIEau - Novembre 2004

départementaux des DDASS⁽⁴⁾ dans les captages d'alimentation en eau potable et, pour les eaux superficielles, en intégrant les informations du Réseau National de Bassin des Agences de l'eau (RNB)⁽⁵⁾. Quelques captages non AEP⁽⁶⁾, notamment exploités pour l'irrigation, peuvent aussi être utilisés, comme en Auvergne, mais leur nombre reste marginal.

L'ensemble des lieux de mesures sur le territoire national forme un réseau de surveillance des nitrates qui comporte pour sa quatrième campagne de révision, 1719 points en eaux superficielles (40% du total) et 2625 en eaux souterraines (60% du total). Ceci n'est que la traduction du fait que l'AEP se fait principalement à partir des eaux souterraines⁽⁷⁾.

(1) Directive 75/440/CEE du Conseil, du 16 juin 1975, concernant la qualité requise des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les États membres.
(2) MEDAD : Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables. (3) Directive «Nitrates» et résultat des campagnes de surveillance nitrates Année 2004-2005 disponibles à l'adresse suivante : <http://www.eaufrance.fr/docs/directive-nitrates/2006/> (4) DDASS : Directions Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales.
(5) À partir des données des Services de l'Eau et des Milieux Aquatiques des DIREN. (6) AEP : Alimentation en eau potable. (7) En France, 63% de l'eau potable provient des eaux souterraines, et 37% est produite à partir des eaux superficielles (eau des fleuves, des rivières et des lacs). La France compte environ 32 400 captages d'eau potable, dont 96% sont d'origine souterraine (puits, forages ou sources), et seulement 4% d'origine superficielle (lacs ou cours d'eau). Mais ce sont ces 4% de captages superficiels qui produisent 37% de l'eau d'alimentation française (source : CNRS).

Quatrième révision des zones vulnérables : la rupture !

Les programmes d'actions correctives

Les mesures à mettre en oeuvre dans les zones vulnérables sont définies dans les arrêtés préfectoraux qui établissent les programmes d'actions correctives. Ces mesures sont de plusieurs natures : elles portent sur les fertilisants, mais aussi sur des actions de protection des sols et des cours d'eau. Par exemple :

- ➔ l'obligation d'établir un plan de fumure prévisionnel pour chaque parcelle, et de remplir un cahier d'épandage des fertilisants azotés organiques et minéraux ;
- ➔ l'obligation de respecter la quantité maximale d'azote épandu annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, et contenu dans les effluents d'élevage, les effluents et boues urbaines ou industrielles. Cette quantité ne doit pas dépasser 170 kg d'azote⁽¹⁰⁾ par hectare de surface agricole utile potentiellement épandable ;
- ➔ l'obligation d'équilibrer la fertilisation azotée (organique et minérale) à la parcelle ;
- ➔ l'obligation de couverture des sols sur toutes les parcelles pendant les périodes présentant des risques de lessivage ;
- ➔ l'obligation de maintenir, en bordure de cours d'eau, une bande de sécurité enherbée, les arbres, les zones boisées et les talus, et tout aménagement visant à limiter le ruissellement et le transfert vers les eaux superficielles... etc.

Chaque département a son programme d'actions correctives, tous ces programmes étant inspirés des mêmes textes, mais avec une interprétation départementale qui tient compte du contexte local. Dans le département de l'Aisne, l'arrêté 2003 se présente sous la forme d'un document de 9 pages très complet et très complexe : pas simple à interpréter, et encore moins à mettre en oeuvre !

Toutefois, dans 6 régions, du fait de la faiblesse des ressources en eaux souterraines, cette proportion s'inverse : Bretagne, Pays de la Loire, Ile-de-France, Champagne-Ardenne, Picardie et Limousin.

A partir des données collectées au cours d'une campagne, et complétées par d'autres analyses, une cartographie est réalisée par les services administratifs réunis en Pôle de coordination régionale sous la responsabilité des DIREN⁽⁸⁾ de bassin. Au niveau national, la coordination entre les bassins est assurée par l'Office International de l'Eau (OIE). Au final, la représentation des zones vulnérables apparaîtra sous la forme d'une carte de France en deux couleurs, l'une représentant les zones vulnérables, et l'autre le hors zones vulnérables où la contamination par les nitrates, tout en étant plus faible, est cependant parfois bien présente (voir la carte). Ces campagnes d'évaluation des zones vulnérables ont pour objectif de suivre l'évolution de la contamination par les nitrates d'origine agricole et, ce faisant, de mettre en place dans les zones vulnérables «des programmes d'actions correctives», définis par arrêtés préfectoraux, donc à valeur réglementaire (voir l'encadré "les programmes d'actions correctives"). Dans les zones non vulnérables, «un code des bonnes

pratiques agricoles sert de référence aux agriculteurs pour protéger les eaux contre les nitrates d'origine agricole»⁽⁹⁾. Seul inconvénient, l'application des dispositions de ce code n'est pas obligatoire au titre de la directive «nitrates». Obligatoire, ou pas obligatoire : qu'est-ce que cela change ?

Des campagnes de mesures difficilement comparables

Depuis 1991, quatre campagnes de mesures ont été réalisées :

➔ la première, du 1^{er} septembre 1992 au 31 août 1993, pendant une période d'étiage assez prononcée mais pas exceptionnelle, entrecoupée par une période de crue fin 92 et début 93 ;

➔ la seconde, du 1^{er} septembre 1997 au 31 août 1998, dans un contexte d'étiage exceptionnel à l'automne 97, et encore sévère en 98 ;

➔ la troisième, du 1^{er} octobre 2000 au 30 septembre 2001, s'est déroulée par contre dans une période très humide, suivie par de nombreux épisodes de crues exceptionnelles ;

➔ la dernière, du 1^{er} octobre 2004 au 3 septembre 2005, se caractérise par un déficit hydrique important qui a contribué à affaiblir les écoulements des cours d'eau et l'abaissement des nappes souterraines.

L'intérêt de ces campagnes est double : d'une part connaître l'ampleur de la pollution par les nitrates, et d'autre part suivre son évolution en comparant les résultats obtenus d'une campagne à l'autre.

Pour être fiable, l'exercice de comparaison doit tenir compte des éléments qui changent d'une campagne à l'autre. L'une des causes de changement provient de l'abandon de certains captages, trop fortement contaminés par les nitrates ou les pesticides, ou les deux. Étant abandonnés, on ne connaîtra plus leur état réel de contamination, pour ces points, la comparaison ne sera donc plus possible. Ils n'entreront plus dans le bilan qui pourra alors être partiellement faussé, mais des correctifs peuvent être trouvés (voir l'encadré «captages abandonnés»).

Captages abandonnés

Quand l'eau brute est trop contaminée et devient impropre à la fabrication d'eau potable, le captage est abandonné. La DDASS ne suit plus sa qualité car cela a un coût. En plus, un captage non exploité pourrait présenter une réponse différente de celle qu'il aurait en exploitation. En région Centre, ce sont 27 captages qui ont été abandonnés dans la campagne 2004-2005 par rapport à la campagne 2001-2002. Entre ces deux campagnes, 106 captages sont communs et, pour 2004-2005, 9 captages nouveaux ont été introduits.

Toujours dans cette région, depuis 1991 et seulement dans trois départements (Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, et Loiret), 65 captages ont été abandonnés. L'abandon de captages est un gaspillage économique dont la charge est reportée sur toute la collectivité, et qui conduit à rechercher des ressources nouvelles de bonne qualité, donc à creuser de nouveaux puits. Dans le cas de contaminations généralisées, les solutions de remplacement ne sont pas nombreuses ! Comment fait-on ? On tire des kilomètres de tuyaux vers les milieux encore épargnés, pour le plus grand bonheur des vendeurs de tuyaux... mais pour combien de temps ?

(8) DIREN : Directions Régionales de l'Environnement. (9) Source : «4^{ème} campagne de surveillance de la teneur en nitrate des eaux 2004-2005», DIREN Centre (http://www.centre.ecologie.gouv.fr/eau_agri/nitrates/pdf/RapportNitratesCentre_pages_1-26.pdf) (10) L'azote (N) est l'élément chimique constitutif de composés ioniques comme le nitrate (NO₃⁻), le nitrite (NO₂⁻), l'ammonium (NH₄⁺), ou de composés gazeux comme le diazote (N₂) ou l'ammoniac (NH₃). Il se trouve sous la forme d'acides aminés dans la matière organique du sol. Dans l'eau, les concentrations sont données en mg de nitrates (NO₃⁻) par litre (mg/l), alors que les apports de fertilisant sont donnés en kg d'azote (N) par hectare (ou unité d'azote par hectare). Les fertilisants minéraux (engrais chimiques) ou organiques (lisiers, fumiers) contiennent de l'azote sous différentes formes, qui évoluent finalement en nitrates, composés particulièrement solubles dans l'eau. 4,43 kg de nitrate contiennent 1kg d'azote. Donc la norme de 50 mg/l de nitrates dans l'eau correspond à une teneur en azote de 11,29 mg/l.

Quatrième révision des zones vulnérables : la rupture !



Une bande enherbée dans le Marais de l'Épau (38)
Crédit photo : Association Nature Nord-Isère «Lo Parvi»

Un autre frein à la comparaison entre campagnes de mesures, plus difficile à apprécier, réside dans la **climatologie et le régime des pluies** qui influencent fortement la circulation et le stockage des nitrates dans les sols. Les nitrates sont apportés sous forme minérale par les engrais ou sous forme organique par les déjections, et sont épandus sur les sols en plus ou moins grande quantité selon le type de culture envisagé.

Mais ils proviennent aussi des sols eux-mêmes, puisque ceux-ci contiennent dans leur matière organique plusieurs tonnes d'azote à l'hectare⁽¹⁰⁾. Selon les périodes et les conditions climatiques, au rythme de quelques pour cent par an, cette matière organique se minéralise, libère son azote qui, sous forme de nitrates, s'ajoute aux apports d'engrais. Selon l'époque, toute cette matière nutritive ne sera pas consommée par les plantes ni remobilisée par l'activité biologique du sol. Les nitrates étant très solubles, il y aura alors des fuites vers les nappes souterraines et vers les cours d'eau.

Les fuites pourront être d'autant plus importantes que l'on aura recherché les **rendements les plus élevés possibles**, pour lesquels il faut des apports d'engrais importants, qui le seront d'autant plus que l'on aura aussi

cherché à se prémunir contre les aléas climatiques. Par exemple, les fortes pluies, qui pourraient arriver après l'épandage d'engrais, et avant que les plantes n'aient pu les utiliser, incitent les agriculteurs à augmenter les doses.

Dans des périodes relativement sèches, comme en 1997-1998, les nitrates auront tendance à se stocker dans les sols, puis, au moment de la reprise des pluies, sous l'action des mécanismes de décomposition et de solubilisation, à venir contaminer les nappes, et à circuler dans les rivières en donnant des concentrations hivernales plus élevées, le tout sous la dépendance du temps de réaction des bassins versants influencé par la nature du sol et la géologie du sous-sol.

Evidemment, d'un point à l'autre du territoire, les conditions climatiques sont différentes de même que le type de culture ou d'élevage, ou encore la nature des sols qui n'apportent pas tous la même réponse au transfert des nitrates, soit vers les rivières, soit vers les nappes.

En conséquence de ces observations, la **comparaison entre les quatre campagnes reste difficile, il n'est pas évident de porter un jugement global sur l'évolution de la pollution nitratée en France**, comme on peut le constater

à la lecture du rapport de l'OIE⁽¹¹⁾, dont la conclusion reste prudente en attendant la prochaine campagne :

«En France métropolitaine, pour les eaux souterraines, la situation qui tendait à se dégrader semble se stabiliser en 2004-2005 : le pourcentage de points avec une teneur supérieure à 40 mg/l n'a pas augmenté comme lors des campagnes précédentes, mais est encore au-dessus de celui de la première campagne en 1992-1993. [...]

Pour les eaux superficielles, les résultats obtenus lors de la campagne 2004-2005, comparés à ceux des campagnes précédentes, montrent une baisse des teneurs moyennes supérieures à 25 mg/l, alors même que les conditions hydrologiques de cette campagne ont été moins propices à un phénomène de dilution que lors de la campagne 2000-2001.

Les teneurs les plus élevées se rencontrent toujours dans les zones d'agriculture intensive (plaines céréalières du Bassin Parisien et de Poitou-Charentes, régions d'élevages intensifs hors sol de Bretagne) ainsi que dans les zones de polyculture élevage bovin laitier intensif de Normandie ou du Sud Ouest.

Comme lors des campagnes précédentes, il y a une tendance affirmée de poursuite de la dégradation des points ayant les plus fortes teneurs en nitrates ce qui traduit une situation particulièrement dégradée dans ces régions.

Toutefois, les diminutions de teneurs en eaux superficielles s'observent presque uniquement en Bretagne ce qui témoigne des premiers effets de la réglementation appliquée depuis une dizaine d'années aux élevages intensifs hors sol. Par contre, dans les zones céréalières intensives, la poursuite de la dégradation s'observe».

Les zones vulnérables de la Bretagne...

La dernière remarque de la conclusion de l'OIE concernant la situation bretonne peut sembler paradoxale alors que la France est sous le coup

⁽¹⁰⁾ L'azote (N) est l'élément chimique constitutif de composés ioniques comme le nitrate (NO_3^-), le nitrite (NO_2^-), l'ammonium (NH_4^+), ou de composés gazeux comme le diazote (N_2) ou l'ammoniac (NH_3). Il se trouve sous la forme d'acides aminés dans la matière organique du sol. Dans l'eau, les concentrations sont données en mg de nitrates (NO_3^-) par litre (mg/l), alors que les apports de fertilisant sont donnés en kg d'azote (N) par hectare (ou unité d'azote par hectare). Les fertilisants minéraux (engrais chimiques) ou organiques (lisiers, fumiers) contiennent de l'azote sous différentes formes, qui évoluent finalement en nitrates, composés particulièrement solubles dans l'eau. 4,43 kg de nitrate contiennent 1 kg d'azote. Donc la norme de 50 mg/l de nitrates dans l'eau correspond à une teneur en azote de 11,29 mg/l. ⁽¹¹⁾ Source : «Résultats des campagnes de surveillance Nitrates réalisées au titre de la Directive Nitrates (Année 2004-2005)», Office International de l'Eau, 26 mars 2007 (http://www.eaufrance.fr/docs/directive-nitrates/2006/synthese_nitrates2004-2005.pdf)

Quatrième révision des zones vulnérables : la rupture !

d'une sérieuse condamnation financière par la CEJ pour non conformité des eaux de 9 captages bretons.

En fait, la situation de la Bretagne - région intégralement classée en zone vulnérable depuis 1993 - est contrastée : certains bassins versants restituent les nitrates plus rapidement que d'autres, ce que montrent les travaux de différents organismes de recherche. Pour ces bassins versants et les rivières qu'ils alimentent, la réduction des concentrations en nitrates est encourageante : peut-on l'attribuer seulement aux efforts de lutte contre la pollution ?

Il ne faudrait pas tirer de conclusions trop rapides de la campagne 2004-2005, car globalement les concentrations en nitrates restent élevées. En outre, la reprise des pluies en 2006 et surtout en 2007, remet en cause ces timides observations conjoncturelles. La bataille de l'eau en Bretagne est encore loin d'être gagnée, comme avait pu le proclamer avec quelque légèreté la préfète de région Bretagne courant 2005 !

À l'échelle du bassin Loire-Bretagne, l'actualisation 2007 des zones vulnérables se traduit d'ailleurs encore par une augmentation globale de superficie, qui passe aujourd'hui de 52 à 54% de la surface totale de ce bassin.

... du Centre...

Si la région Bretagne est caractérisée par l'élevage hors sol, la région Centre est caractérisée par la production de céréales, organisée autour de deux pôles : la Champagne Berrichonne et la Beauce.

La Beauce qui, d'année en année, a battu des records de productivité pour atteindre les 100 quintaux de blé tendre à l'hectare. La Beauce qui, à partir de la route du blé, alimente l'élevage breton en céréales. La Beauce qui, en son sous-sol abrite une nappe d'eau souterraine⁽¹²⁾ d'un volume d'environ 10 à 20 milliards de m³ dans laquelle, depuis plus de trente ans, on observe la croissance des concentrations en nitrates au rythme de 1mg/l/an. La nappe de Beauce dont les sources exutoires apportent une eau hautement nitratée à la Seine et la Loire. La Beauce et sa nappe, symboles de l'agriculture industrielle et de la pollution généralisée dont quinze sources exutoires délivrent une eau où les concentrations en nitrates sont constantes dans le temps, et s'échelonnent entre 50 et 130 mg/l.

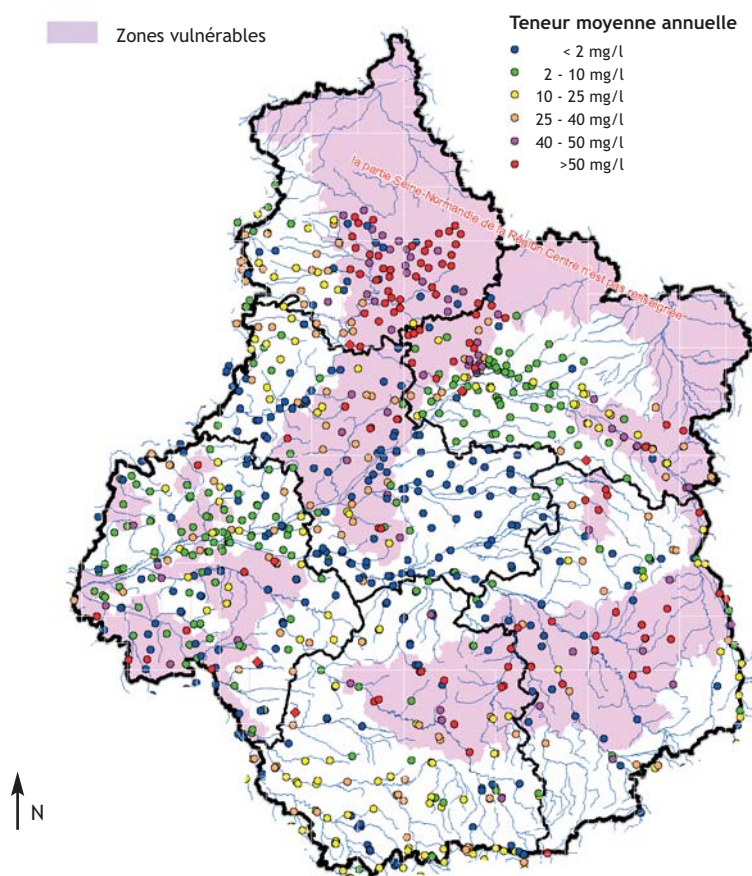
Parallèlement à la route du blé, c'est une autre route qui mène à la mer, via la Loire et la Seine : la route des nitrates directement au service des marées vertes ! Quant à la Champagne Berrichonne, elle n'a rien à envier à la Beauce : regardez la carte !

La situation en région Centre n'a donc rien de réjouissant et, comme le rapporte la DIREN Centre dans sa synthèse des résultats de la campagne de surveillance 2004-2005⁽¹³⁾ :

«Il convient de noter que des points de surveillance qui présentent des teneurs en nitrate très élevées se rencontrent aussi en dehors des zones vulnérables actuelles. Cela est notamment vrai pour les eaux superficielles, bien que la pluviométrie ait été faible au cours de la quatrième campagne de surveillance et donc peu propice à une contamination importante.

L'évolution de la teneur en nitrate des eaux sur une période de douze ans, entre la première et la quatrième campagne de surveillance,

Teneur en nitrates moyenne annuelle la plus élevée observée dans la région Centre au cours des années 2003-2005



Source : DIREN Centre / Sema - octobre 2006

(12) Voir l'article de Vincent Magnet p.4 : «SAGE Nappe de Beauce : dix ans de concertation pour quelle mise en oeuvre ?». (13) Source : «4^{ème} campagne de surveillance de la teneur en nitrate des eaux 2004-2005», DIREN Centre (http://www.centre.ecologie.gouv.fr/eau_agri/nitrates/pdf/RapportNitratesCentre_pages_1-26.pdf)

Quatrième révision des zones vulnérables : la rupture !

marque une nette dégradation de la qualité des eaux, que ce soit dans les zones vulnérables actuelles ou en dehors.

Ce niveau de dégradation de la qualité des eaux souterraines et de surface, combiné à son évolution, conduit à proposer d'étendre les zones vulnérables en région Centre à de nouvelles communes.

Il s'agit principalement de zones de transition entre les zones d'élevage et les zones spécialisées en grandes cultures, où l'élevage a régressé et où les cultures se sont développées sur des terres souvent drainées».

... et de l'Auvergne !

Le bassin Loire-Bretagne comporte aussi une surface appréciable de montagnes, en particulier le massif Central, le «château d'eau» de la France. Un endroit, comme tout château d'eau, qu'il faudrait protéger absolument ! L'examen du document produit par la DIREN de la région Auvergne pour cette 4^{ème} campagne Zones Vulnérables offre quelques surprises : des captages auvergnats sont abandonnés car trop contaminés. En effet, pour cette campagne 2004-2005, **40% des points de surveillance ont une teneur maximale en nitrates située entre 25 et**

39 mg/l, 6% sont entre 40 et 49 mg/l, et 18% sont supérieurs à 50 mg/l. L'image de la montagne bucolique en prend un coup ! Pourtant, il aurait fallu se méfier et remarquer dans le val d'Allier, sur le haut des plateaux de la Margeride ou ailleurs, que les cultures ressemblaient comme deux gouttes d'eau aux cultures de la Beauce, du Poitou-Charentes et des plaines céréalières : paille courte, grande densité de plantation, pas un épi qui dépasse, pas de mauvaises herbes... Sous le tapis doré, on pressent bien que les semences, l'eau, les nitrates, les phytosanitaires et le pétrole mènent la danse ! Ce château d'eau auvergnat n'était donc pas un château fort.

Conclusion

La contamination par les nitrates est aussi un bon indicateur de la nature intensive de l'activité agricole et très souvent, elle signale la présence des autres pollutions qui l'accompagnent. Par exemple, il est très rare de trouver les nitrates sans pesticides. Pour que les rendements soient élevés, il faut du soleil, de l'eau, des nitrates, des engrais non azotés, des pesticides, des machines agricoles, du pétrole, du savoir-faire productiviste, des aides publiques, et là, on peut parier que l'on est en zone vulnérable ! D'où le dilemme : peut-on avoir les rendements les plus élevés possibles sans pollution par le nitrate, cet élément chimique baladeur qui circule au gré des pluies ?

Les arrêtés préfectoraux dans les zones vulnérables visent à limiter les fuites de nitrate. Ils prônent une fertilisation équilibrée, pas plus d'engrais que nécessaire, ils incitent à la mise en place après les récoltes de Cultures Intermédiaires Pièges à Nitrates (CIPAN), ils créent l'obligation d'installer des bandes végétalisées le long des cours d'eau pour réduire les transferts solides et les apports de pesticides... Et pourtant, malgré ces mesures, cette quatrième campagne ne montre pas d'amélioration significative.

Deux explications à ce constat :

➡ ou bien les mesures réglementaires, tout en étant crédibles techniquement, sont incapables d'endiguer les effets de la course aux très hautes productivités. Argument apparemment crédible pour l'Etat et le Préfet de Bretagne qui, dans l'affaire des bassins versants en contentieux avec l'Europe, ont fait passer réglementairement les apports d'azote totaux de 210 à 140 kg/ha : une sacrée réduction de fertilisation !⁽¹⁴⁾

➡ ou bien les mesures réglementaires ne sont pas mises en oeuvre : l'Etat ne le voulant pas pour d'obscures raisons ou, plus grave encore, étant incapable de les faire appliquer par une profession qui n'en est pas à une contradiction prêt, notamment en affirmant faire d'immenses efforts environnementaux, tout en refusant toute contrainte !

Pour un militant de l'environnement, membre du Comité National de l'Eau, administrateur de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, ces deux explications ne s'excluent nullement : elles cohabitent en permanence.

Si le Grenelle de l'environnement permet de poser le problème de l'eau et de l'agriculture non plus en terme de revendications catégorielles des agriculteurs mais, selon l'expression du Président de la République, en terme «de rupture», alors cette démarche pourrait ne pas être vaine.

Bernard ROUSSEAU
Responsable des politiques eau
France Nature Environnement



La pollution diffuse par les nitrates s'observe dans les régions d'agriculture intensive, notamment en présence de la culture du maïs.
Crédit photo : PhotoVoor Elevage-Agriculture

⁽¹⁴⁾ En vertu de l'application de la Directive du 16 juin 1975, Eau & Rivières de Bretagne a demandé en 1992 à la Commission européenne que des plans de gestion de l'eau soient mis en oeuvre sur les bassins versants en dépassement. La France a alors été mise en demeure par la Commission de préciser sa stratégie pour respecter la directive européenne, puis elle a fait l'objet d'un avis motivé, avant d'être condamnée le 8 mars 2001 par la Cour Européenne de Justice (CEJ). Sans réponse satisfaisante de la part de la France, et suite à une nouvelle mise en demeure et à plusieurs avis motivés, la Commission a menacé le 21 mars 2007 de saisir à nouveau la CEJ pour prononcer une amende et une astreinte financière... Toutefois il semblerait que la France bénéficie encore d'un sursis pour mettre en place son plan d'actions.

L'eau

dans tous ses états

L'eau en images pour des milieux aquatiques vivants en 2015

Nous souhaitons illustrer l'état des eaux sur le bassin Loire Bretagne en 2007. Ainsi, du Mont Gerbier de Jonc (sources de la Loire), jusqu'au port de Saint-Nazaire, du littoral atlantique aux côtes de la Manche, en passant par les rivières bretonnes, vos photos seront les témoins de l'état des eaux que vous vivez au quotidien.

Les photos sélectionnées seront exposées sur différents lieux du bassin au cours de l'année 2008. Elles serviront de supports aux associations de protection de l'environnement pour des actions de sensibilisation à la reconquête de la qualité de l'eau, à l'occasion de la consultation du public entre avril et octobre 2008, imposée par la Directive Cadre européenne sur l'Eau. Tous les types d'eau seront représentés : les sources, les rivières, les lacs, les canaux, les estuaires, le littoral... Et c'est une eau dans tous ses états que nous vous proposons de mettre en scène : des eaux de belle qualité visuelle, différentes formes de pollutions, des ouvrages (comme les barrages, les biefs ...), les divers usages de l'eau...

En participant à ce concours, et en nous envoyant vos créations, vous oeuvrez avec nous «pour une eau vivante».



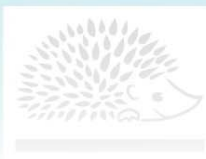
Concours photo

Modalités de participation

- ➔ Photos en couleur
- ➔ Photos papier (avec les négatifs) ou numériques (format JPEG 6 Méga pixels minimum)
- ➔ 4 photos au maximum par participant
- ➔ Date limite de réception des photos : **le vendredi 5 octobre**
- ➔ Préciser le nom de l'auteur, la date et le lieu pour chaque photo

Un prix récompensera les photographes sélectionnés pour l'exposition. Pour plus de précisions sur les modalités du concours et sur l'exposition, allez visiter notre site : www.fne.asso.fr

Vous pouvez envoyer vos photos ou nous contacter à :
Réseau eau de FNE - 6 rue Dupanloup - 45 000 Orléans
☎ 02 38 62 55 90 - eau@fne.asso.fr



Avec le soutien
financier de :



Le SAGE BOUTONNE

Un SAGE "exemplaire" ?

Le 25 février 2007, le tribunal administratif de Poitiers a annulé l'arrêté du préfet de Charente-Maritime portant approbation du SAGE de la Boutonne. C'est la première fois qu'un tel document était attaqué devant un tribunal administratif... Ce SAGE avait pourtant été qualifié «d'exemplaire» par l'Agence de l'eau Adour-Garonne ! Retour sur l'affaire et ses rebondissements...

La Boutonne : une rivière aujourd'hui fortement exploitée

Située au nord-ouest du bassin Adour-Garonne, la Boutonne est le principal affluent rive droite de la Charente. Elle s'étend sur une longueur de 97 km. entre deux départements : les Deux-Sèvres, où elle prend sa source, et la Charente-Maritime où elle rejoint la Charente, près de Rochefort. Son bassin versant a une superficie de 1.320 km², la ville principale étant Saint-Jean-d'Angély (moins de 8 000 habitants). On y trouve également la petite ville de Melle, autrement célèbre...

La Boutonne, caractérisée par un grand nombre de bras et de petits affluents, jouait un rôle important pour le frai de nombreuses espèces de poissons. Beaucoup de moulins à eau, avec autant de biefs, subsistent : ils étaient de l'ordre de 200 au temps de leur splendeur. La pente est moyenne en amont (1,7‰), faible en aval (0,09‰). Pour ce qui est de la géologie, l'ensemble du bassin versant est situé sur des terrains sédimentaires du Jurassique et les nappes phréatiques sont en relation étroite avec la rivière. En application de la DCE, le bassin de la Boutonne a été divisé en 7 masses d'eau superficielles et 2 masses d'eau souterraines.

Le territoire de la Boutonne est majoritairement rural avec un pourcentage d'agriculteurs nettement supérieur à la moyenne nationale. Le secteur agricole a largement contribué à la transformation du bassin de la Boutonne :

➔ dans le lit majeur, la zone humide, autrefois occupée par des prairies permanentes avec pacage estival et des peupleraies à gestion patrimoniale, est

actuellement destinée à la culture dominante du maïs et à l'exploitation industrielle de peupleraies ;

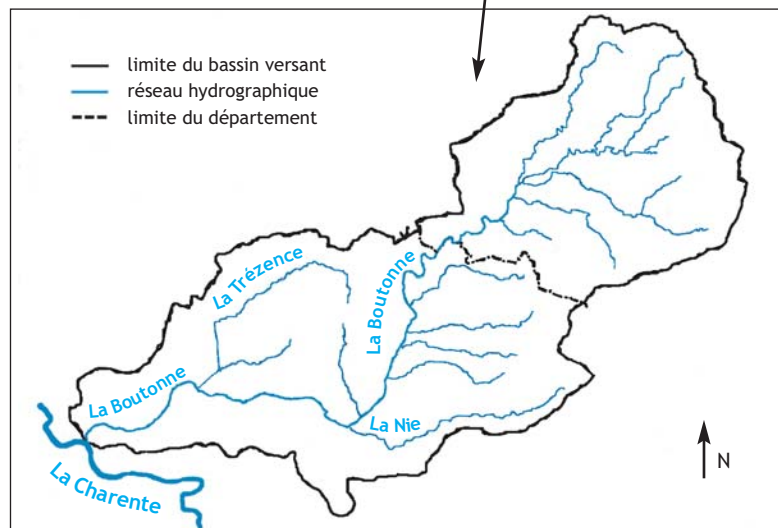
➔ le reste du bassin versant, autrefois en polyculture-élevage, est maintenant essentiellement cultivé en céréales avec dominance du maïs irrigué.

Les prélèvements d'eau pour l'irrigation sont de l'ordre de 90% de la consommation brute estivale. Ces changements de pratiques agricoles et les remboursements des années 60-70 expliquent la situation dramatique du bassin qui subit des assèchs et des ruptures d'écoulement estivaux très importants. De plus, le bassin est classé Zone de Répartition des Eaux, Zone Sensible vis-à-vis de l'eutrophisation et Zone Vulnérable vis-à-vis des nitrates(1).

Le secteur touristique, principalement basé sur des activités de pêche et de canoë-kayak, pâtit de l'état estival des rivières. L'activité industrielle est essentiellement



Bassin de la Boutonne



Bassin de la Boutonne

représentée par l'usine Rhodia à Melle, seule usine importante et polluante.

Gestation d'un SAGE et premiers travaux de la CLE

Dès la loi sur l'eau de 1992, le préfet de Charente-Maritime évoquait la mise en oeuvre d'un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Boutonne, proposition soutenue par M. Jousseau, responsable politique local, membre du Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Adour-Garonne et futur président de la CLE. Les procédures ont alors été engagées et le 2 décembre 1996, un arrêté préfectoral définissait le périmètre du SAGE : 52 communes des Deux-Sèvres et 79 communes de Charente-Maritime. Par l'arrêté du 2 décembre 1997, le préfet nommait les membres de la Commission Locale de l'Eau. Composée de 48 personnes au sein de 3

(1) Zones de Répartition des Eaux : définies par le décret du 29 avril 1994, elles délimitent des zones présentant une insuffisance chronique des ressources en eau par rapport aux besoins, afin de faciliter la conciliation des intérêts des différents utilisateurs de l'eau.

Zones sensibles : désignées dans le cadre de la Directive 91/271/CEE sur les eaux résiduaires urbaines. Ce sont des zones sensibles plus particulièrement à l'eutrophisation et dans lesquelles les rejets de phosphore, d'azote ou de ces deux substances, doivent être réduits. Cette délimitation fait l'objet d'un réexamen au moins tous les 4 ans.

Zones vulnérables : désignées dans le cadre de la Directive 91/676/CEE sur les nitrates d'origine agricole. Cette délimitation fait l'objet d'un réexamen au moins tous les 4 ans.

Le SAGE Boutonne

collèges, elle a pris ses fonctions le 18 décembre 1997 pour 6 ans. Malgré sa conformité avec la loi, la composition de cette commission montre une prédominance du lobby de l'agriculture productiviste (irrigants, collectivités et organismes qui les soutiennent). Les associations de protection de la nature ont deux sièges : l'un pour l'Association de Protection, d'Information et d'Etude de l'Eau et de son Environnement (APIEEE) et l'autre pour Poitou-Charentes Nature (représentée par des responsables de SOS-Rivières et Environnement).

Très rapidement, une chargée de mission a été recrutée et a réalisé un travail remarquable. Quatre commissions se réunissaient régulièrement, sous la présidence du président de la CLE ou d'un vice-président. Les associations ont été très assidues et ont régulièrement exprimé leur point de vue et fait des propositions. Les résultats des premiers travaux nous ont semblé très positifs notamment au vu de la volonté d'agir sur l'ensemble du bassin versant, en tenant compte des affluents. Ceci s'est traduit dans les deux premiers documents publiés, «Etat des lieux» et «Diagnostic», qui établissaient la part de responsabilité des remembrements, de l'agriculture intensive et de l'irrigation dans la situation catastrophique qui a conduit à la création de ce SAGE. Les associations étaient donc optimistes concernant la suite des travaux de la CLE : pour nous, les mesures à prendre devaient logiquement découler des conclusions de ces 2 premiers documents et remettraient en cause les pratiques de l'agriculture productiviste. Malheureusement, nous allions rapidement déchanter !

Les associations de protection de la nature quittent la CLE

En effet, les deux documents suivants «tendances et scénario» et «Choix de la stratégie» nous sont apparus bien décevants, n'étant pas en cohérence avec l'état des lieux et le diagnostic établis. Ces nouveaux documents prenaient essentiellement en

compte le point de vue de l'agriculture intensive, en faisant le choix de maintenir les surfaces irriguées et les pratiques culturales. Ceci permettait donc de pérenniser la situation : dégradation de la qualité de l'eau potable, réduction de la biodiversité, non prise en compte des autres secteurs économiques (activités de loisirs, tourisme, ostréiculture...). Il faut noter que le pouvoir au sein de la CLE avait habilement été pris en sous-main par son vice-président,



La Nie à sec en Juillet 2007
Crédit photo : Jean-Louis Demarcq

qui est aussi le directeur d'un syndicat de marais(2), auteur et exécutant de travaux inconsidérés dans des zones humides(3). En somme, la véritable éminence grise de la CLE qui a dicté le document final.

Les seules mesures concrètes et chiffrées envisagées dans les documents étaient la construction du barrage de la Trézence(4) et des réserves de substitution, le reste étant plus du domaine de l'incantation. De plus, aucun débat de fond n'était envisagé sur le bien fondé de la culture de maïs irrigué :

face à notre demande d'évaluation des impacts de cette culture, le représentant des irrigants avait opposé une fin de non recevoir considérant qu'elle était «*inutile et que ce serait perçu par la profession comme une agression*».

Au vu de cette évolution du SAGE, les associations de protection de la nature ont décidé d'interrompre leur participation aux travaux de la CLE, lors de la réunion du 30 septembre 2002, en annonçant : «*Nous allons poursuivre ailleurs et par tous les moyens appropriés notre action pour la protection de l'environnement, un partage équitable de l'eau, le respect de la loi et de la démocratie*».

Coup de tonnerre de la décision du Conseil d'Etat

Les travaux de la CLE ont donc continué sans les associations et sans opposition aux mesures proposées. En particulier, le barrage de la Trézence, pilier central du SAGE Boutonne, n'avait fait l'objet d'aucun débat de fond au sein de la CLE, le président nous ayant demandé de ne pas aborder ce sujet trop polémique. Le département de Charente-Maritime avait même décidé de mener le projet indépendamment du SAGE.

Ainsi, le 21 mars 2003, le document final du SAGE, intégrant le projet du barrage de la Trézence, a été validé par la CLE. Mais le 22 octobre 2003, un arrêt du Conseil d'Etat est venu tout bouleverser en annulant le décret d'utilité publique et d'intérêt général pris par le Premier Ministre le 29 janvier 2001 autorisant la construction du barrage-réservoir de la Trézence.

En effet, l'objectif principal de ce barrage était officiellement de fournir de l'eau en été au bassin ostréicole de Marennes-Oléron et son objectif secondaire était le soutien d'étiage de la Boutonne. Mais dans la réalité, il allait être destiné à sécuriser l'approvisionnement en eau des irrigants... Cet arrêt du Conseil d'Etat du 22 octobre 2003, annulant le décret du Premier Ministre, faisait suite à la requête déposée par FNE(5), SOS-Rivières et Environnement, ANPER-TOS(6) et les VERTS POITOU-CHARENTES. Cette

(2) UNIMA : Union des Marais de la Charente-Maritime. (3) Par exemple, le drainage de plusieurs milliers d'hectares dans les Marais littoraux de Brouage et Rochefort, dans les années 70-80. (4) Pour plus de détails sur ce projet, voir dans la Lettre Eau N° 12-13 l'article «Trézence, un barrage reconnu d'inutilité publique». (5) FNE : France Nature Environnement. (6) ANPER-TOS : Association Nationale pour la Protection des Eaux et Rivières-Truite Ombre Saumon. (7) Voir dans Actualité juridique-Droit administratif du 14 juin 2004, l'article remarquable «La théorie du bilan à l'épreuve de la protection de l'environnement» de Monsieur René Hostiou, professeur de droit à la faculté de Nantes.

Le SAGE Boutonne

décision était exceptionnelle car, fait rare, les juges n'ont pas suivi l'avis du commissaire du gouvernement. Elle a donc fait l'objet de débats importants dans la presse juridique⁽⁷⁾.

Le SAGE continue son parcours chaotique

Non seulement le projet du barrage de la Trézence était annulé, mais la CLE, créée pour 6 ans, n'avait plus d'existence légale depuis le 2 décembre 2003. Tout était donc à recommencer. Le Préfet de Charente-Maritime ne prit l'arrêté de renouvellement de la CLE que le 4 novembre 2004. Cette nouvelle CLE voyait le retour des associations. Lors de son premier discours, le nouveau Président de la CLE s'est engagé à modifier rapidement le document final soumis au vote, en tenant compte de l'arrêt du Conseil d'Etat. Ses propos sur la Trézence furent ambigus : on éliminerait du nouveau texte tout ce qui concernait le barrage, tout en continuant d'y faire allusion... Le préfet ne semblait pas tout à fait d'accord. Alors, pour plus de rapidité, le président décida que les modifications du texte se feraient uniquement en réunion de bureau.

Le bureau, dans lequel les associations ont un représentant dont la tâche est difficile, a donc pris les choses en main : un nouveau document est soumis au vote de la CLE qui décide de l'adopter le 4 juillet 2005. Intitulé «Projet de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Boutonne - Documents soumis à approbation», le document d'une cinquantaine de pages, à valeur juridique, réduisait à leur plus simple expression l'ensemble des travaux de la CLE, les propositions n'étant toujours pas cohérentes avec l'état des lieux et le diagnostic. Plusieurs étapes ont alors suivi :

➔ Avis des conseils municipaux concernés, sachant que sans délibération à son sujet, le SAGE était considéré comme approuvé !

Poitou-Charentes Nature a écrit aux maires des 131 communes concernées pour leur exposer son point de vue⁽⁸⁾. Malheureusement, beaucoup de conseils municipaux, dont celui de Saint-Jean-d'Angély, n'ont même jamais évoqué le SAGE... Au total, seules 47 communes sur 131 ont



Poissons morts sur la Nie en juillet 2007
Crédit photo : Jean-Louis Demarcq

délibéré sur le projet et seulement 31 (23,6 %) ont exprimé un avis favorable sans réserve.

➔ Mise à disposition du public des documents du SAGE, notamment dans les mairies concernées, avec possibilité de faire des remarques.

Les associations ont bien sûr suivi cette étape de près : nous avons fait constater par un huissier que les documents n'étaient pas facilement disponibles et surtout incomplets. Finalement, seulement 11 avis avaient été émis, en comptant ceux des associations, montrant malheureusement le peu d'intérêt accordé au SAGE par les habitants.

De son côté, la Commission du Milieu Naturel Aquatique de l'Agence de l'eau Adour-Garonne a émis un avis très réservé avec des observations très pertinentes, alors que le Comité de bassin Adour-Garonne a donné un avis favorable.

Finalement, le préfet de Charente-Maritime a signé l'arrêté approuvant le SAGE Boutonne le 9 décembre 2005, à la veille de son départ pour un autre poste, laissant à son successeur les éventuels ennuis futurs.

Les associations devant le tribunal administratif

Les associations APIEEE et SOS-Rivières et Environnement ont alors décidé de déposer un recours contre cet arrêté préfectoral,

auprès du tribunal administratif de Poitiers. Avec l'appui d'un avocat spécialisé dans le domaine de l'environnement, la procédure habituelle a été engagée : dépôt du recours le 10 février 2006, mémoire en défense du préfet du 13 novembre 2006, échanges d'arguments entre les deux parties.

Nos arguments portaient autant sur le problème de fond que de forme, dont voici les principaux éléments :

1 - Un des objectifs défini par le SAGE était la «restauration du débit d'étiage» sur la Boutonne et ses affluents. Or, depuis la décision du Conseil d'Etat, aucune autre mesure que la construction du barrage de la Trézence n'avait été intégrée dans le texte du SAGE pour répondre à cette exigence.

2 - Le dossier mis à la disposition du public n'était pas complet, fait attesté par exploit d'huissier.

3 - Le rapport du SAGE doit comporter une évaluation des moyens financiers nécessaires à sa réalisation. Or, le seul document remis aux membres de la CLE à la fin d'une réunion sans débats et sans vote avait été une «estimation des mesures et des actions du SAGE, estimation à la louche pour 10 ans»⁽⁹⁾.

Le commissaire du gouvernement a retenu presque tous nos arguments et, sans réelle surprise pour les associations impliquées, le jugement du 15 février 2007 nous a finalement rendu justice.

⁽⁸⁾ Un document très complet leur a été envoyé : «Observations de Poitou-Charente Nature sur le SAGE Boutonne». ⁽⁹⁾ Cette absence d'évaluation a également été reconnue par le préfet de Charente-Maritime dans une lettre au président de Poitou-Charentes Nature.

Le SAGE Boutonne

Dès le dépôt de notre recours, les responsables du SAGE n'avaient pas manqué de s'en prendre aux associations, dans les réunions de la CLE comme en dehors. Cette décision du tribunal administratif n'a fait qu'exacerber leurs critiques envers les associations, appuyés par un bon nombre d'hommes politiques locaux.

Quel avenir pour le SAGE Boutonne ?

Les quatre commissions thématiques, créées avec la première CLE pour suivre la mise en œuvre du SAGE, continuent à se réunir comme si de rien n'était. Le syndicat mixte interdépartemental de la Boutonne (SYMBO)(10), a pris les choses en main en s'attribuant des pouvoirs normalement dévolus à la CLE.

Les réserves de substitution fleurissent : 11 d'entre elles ont passé l'enquête publique dans les Deux-Sèvres (pour un

volume total de stockage de 2,6 M de m³) et 27 bassins sont en projet en Charente-Maritime (soit 6,7 M de m³ d'eau).

Seules deux solutions sont envisageables pour le SAGE de la Boutonne :

➔ soit le dernier document est modifié en tenant compte du jugement du tribunal administratif. Cette solution a bien sûr la faveur des dirigeants du SAGE et l'APIEEE souhaite elle aussi conserver cette échelle locale de travail.

➔ soit le SAGE Boutonne est abandonné et le bassin de la Boutonne est intégré dans le SAGE Charente qui est en gestation.

Mais ce dilemme risque d'être réglé par un problème financier : le fonctionnement de la CLE a déjà coûté très cher et ses responsables sont toujours à la recherche d'argent. Si l'Agence de l'eau Adour-Garonne et le Conseil général de Charente-Maritime continuent de financer le SAGE, le Conseil régional Poitou-Charentes a, quant à lui, mis un terme à sa contribution financière.

En conclusion, premier SAGE contesté, et premier SAGE annulé. Il y a matière à réfléchir sur la rigueur opérationnelle avec laquelle est menée cette démarche de planification concertée en pratique. Pour les multiples raisons, en partie évoquées dans cet article, le SAGE Boutonne apparaît comme un exemple... à ne pas suivre ! Et notamment au vu de sa non conformité à l'objectif de gestion équilibrée et soutenable imposé par la Directive-Cadre sur l'Eau depuis 2000 sur tous les bassins européens...

*René BINAUD, Jean-Louis DEMARCO,
Jean MELOCHE et Bernard SABOURAULT (Pdt)
Membres de SOS-Rivières et Environnement*

*Daniel BARRE,
Président de l'APIEEE*

*Claude MATARD, Vice-Président de
Nature Environnement 17*

Île de France

LE FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'ENVIRONNEMENT



FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

Partenaire du FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'ENVIRONNEMENT 2007

Le prochain *Festival International du Film d'Environnement*, organisé par la Région Île-de-France, aura lieu à Paris au **Cinéma La Pagode**, du **21 au 27 novembre**.

Chaque année, le Festival propose fictions, documentaires, longs et courts métrages de tous horizons, essentiellement inédits, rencontres avec les équipes de films, débats avec des acteurs majeurs du monde de l'environnement, des médias et du monde associatif autour de l'environnement, du développement durable, de l'écologie, du monde du travail...

Le Jury officiel remettra 4 prix couronnant les fictions et documentaires qui les auront interpellés et bouleversés. Et le Jury des Lycéens et Apprentis franciliens consacrera un court-métrage.

Deux débats, auquel FNE sera particulièrement associé, seront dédiés à «La politique de l'eau, préservation de la ressource et qualité des milieux aquatiques» et au «Coût de l'eau».

Comme toujours, des personnalités de l'environnement, des arts et des médias accompagnent le Festival et son action de sensibilisation à la préservation de l'environnement : Yann Arthus-Bertrand, Jean Becker, Irène Frain, Jacques Perrin, Allain Bougrain-Dubourg, Philippe Torreton...

Vous avez rendez-vous pour une édition où force, humour et poésie des films expriment les multiples formes de l'amélioration de notre environnement. Certains films vous inquiéteront, vous révolteront, vous donneront aussi espoir et courage, d'autres vous feront sourire ou rêver. Le cinéma au service de la défense de notre planète, ce n'est pas une mode, c'est un engagement.

Après *Le Cauchemar de Darwin*, *Princesse Mononoké*, *Le Peuple migrateur*, *Arbres*, *Violence des échanges en milieu tempéré* ou *Notre pain quotidien*, le Festival vous invite à découvrir une programmation innovante, diversifiée et forte, axe essentiel d'une citoyenneté nouvelle et impliquée.

Cinéma La Pagode - 57bis, rue de Babylone, 75007 Paris - Métro : Saint-François Xavier (Ligne 13), Bus : 82/87/92
Renseignements et Programme : www.festivalenvironnement.com

(10) Il est la structure porteuse du SAGE. Nos associations n'y sont pas représentées.

La DCE et le SDAGE Loire-Bretagne : les APNE s'impliquent

La directive n°2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établit un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau. Elle est l'élément majeur de la réglementation européenne concernant la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Elle vise l'atteinte en 2015 du «bon état écologique» de toutes les masses d'eau européennes : rivières, fleuves, lacs, eaux souterraines, littorales et estuariennes.

un défi à la mesure de la dégradation du bassin

Cet objectif est d'autant plus ambitieux, que les états des lieux des bassins effectués en 2004 ont montré que la grande majorité des masses d'eau⁽¹⁾ n'atteindra pas le bon état en 2015, ce qui signifie que d'importantes mesures sont à mettre en place. C'est tout l'objet du travail mené dans le cadre de la révision des SDAGE et l'élaboration des programmes de mesures, travail pour lequel les APNE⁽²⁾ s'impliquent fortement. En effet, les associations sont des acteurs incontournables des différentes instances de concertation⁽³⁾ et démontrent qu'elles peuvent être force de proposition en élaborant des amendements. On ne peut que regretter les trop fréquentes évolutions des versions du texte et la multiplication des réunions qui rendent la tâche difficile pour les APNE. D'autre part, on peut se demander comment se font les arbitrages pour la prise en compte des contributions.

En Loire-Bretagne, FNE et les APNE fédérées suivent tout particulièrement cette démarche, notamment pour préparer au mieux la prochaine consultation du public de 2008. Pour que le réseau Eau mène son rôle de coordination des APNE et favorise leur implication pour la sensibilisation du grand public, une convention pluriannuelle a été passée entre FNE et l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

Le calendrier national de la DCE

2004 : Réalisation de l'état des lieux ;
2005 : Consultation du public sur les enjeux de la gestion de l'eau et le calendrier d'élaboration du plan de gestion (SDAGE) ;
2006-2007 : Révision des SDAGE (adaptation aux exigences DCE) et élaboration des programmes de mesures ;
2008 : Consultation du public sur le SDAGE révisé et sur les programmes de mesures ;
2009 : Application du SDAGE et de son programme de mesures associé ;
2015 : Compte-rendu auprès de l'Europe sur l'atteinte des objectifs fixés.



Réunion du Comité de bassin Loire Bretagne du 29 Juin 2007
Crédit photo : Annick L'Hôte, Agence de l'eau Loire-Bretagne

un Sdage 2009 qui s'annonce « frileux »

Cette année est consacrée à la révision du SDAGE et à l'élaboration des programmes de mesures. Le 29 juin dernier, le Comité de bassin Loire-Bretagne a présenté le projet de SDAGE qui devait être soumis à l'avis des commissions géographiques⁽⁴⁾ de l'automne prochain. Les représentants des APNE, épaulés par ceux du monde de la pêche et des consommateurs, n'ont pas vu transparaître leurs exigences transmises quelques jours auparavant. C'est pourquoi, ils ont demandé à ce que soit revue cette version : ils ont obtenu la tenue d'un comité de rédaction le 29 août, pour finaliser la version de l'avant projet de SDAGE présentée en commissions géographiques.

D'ici là, les APNE auront la possibilité de réaffirmer leur position vis-à-vis du SDAGE. Ce document est censé apporter un cadre juridique et les grandes orientations pour la protection et la restauration des milieux aquatiques. Censé seulement, car celui-ci est encore perfectible sur bien des points, en particulier sur :

→ la remise en cause des pratiques agricoles actuelles, en particulier de l'agriculture intensive ;

→ l'ambition générale trop faible, avec des objectifs peu contraignants et des dates butoir lointaines, que ce soit pour la réduction des intrants en agriculture, la réduction du cloisonnement des cours d'eau ou la rationalisation des prélèvements...

Des nécessaires modifications

Une position commune a donc été élaborée par le réseau Eau de FNE. Elle évolue constamment en fonction des remarques envoyées par les APNE du bassin et de l'actualisation des versions du texte. Cette position reprend et développe les points suivants :

→ La protection stricte et la restauration active des cours d'eau (retrait des seuils, diversification des habitats, restauration des berges...) ;

→ La nécessaire évolution des pratiques et des systèmes agricoles ;

→ La promotion des alternatives à l'emploi des pesticides et herbicides, notamment envers les collectivités et le grand public ;

→ La protection stricte et la restauration des zones humides ;

→ La fixation obligatoire d'objectifs chiffrés et datés ambitieux.

Sans une modification profonde de son contenu, le projet de SDAGE actuel ne permettra pas l'atteinte du bon état écologique des eaux en 2015. La mobilisation est plus que jamais décisive, d'autant plus que les modifications opérées actuellement entre chaque version du projet de SDAGE ne vont pas forcément vers un durcissement...

Raphaël CHAUSSIS
Chargé de mission au Réseau Eau
France Nature Environnement

(1) En France, 75 à 80% des masses d'eau n'atteindront pas le bon état en 2015 si l'on continue les politiques actuelles. Ce chiffre est de 82% en Loire Bretagne (source : RNROE 2007, Agence de l'eau Loire-Bretagne). (2) APNE : Association de Protection de la Nature et de l'Environnement. (3) On peut mentionner notamment le Comité de bassin, les commissions géographiques, les comités techniques territoriaux... (4) Il existe 6 commissions en Loire-Bretagne qui réunissent des représentants de collectivités, d'organismes, et des acteurs de l'eau : Vienne-Creuse, Loire aval-Côtière vendéens, Vilaine-Côtière bretons, Loire moyenne, Allier-Loire amont, Mayenne-Sarthe-Loir.